

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de la Creuse — **Deuxième circonscription AUBUSSON**

ELECTIONS LÉGISLATIVES

DU 12 MARS 1978

Electrices, Electeurs,

Cinq fois, vous m'avez accordé votre confiance, et je me suis efforcé, par l'assiduité de mon travail, de m'en montrer digne.

Député, président du Conseil Régional, président du Conseil Général, j'assume de lourdes responsabilités. Elles convergent toutes vers **un objectif essentiel : servir, au meilleur niveau d'efficacité, l'intérêt de la Creuse et des Creusois.**

Des candidats-miracle, parachutés l'espace d'un scrutin, font miroiter monts et merveilles. D'autres proposent « un plan pour la Creuse »...

En vérité, il y a plusieurs années qu'à mon initiative, le Conseil Général a fixé nos objectifs prioritaires : **désenclaver le département, l'équiper, valoriser ses ressources, le faire mieux connaître et apprécier, l'animer.** L'essentiel de mon activité vise à les atteindre.

Voici quelques réalisations achevées ou en cours :

— **20 milliards d'anciens francs (Etat, Département, Région) ont été consacrés à nos principaux axes routiers** et leur amélioration est spectaculaire; **la desserte ferroviaire Paris-La Souterraine** a été considérablement améliorée; l'acquisition des terrains du **futur aérodrome de Lépaud** est en cours.

— **Le Centre de Formation Professionnelle pour Adultes** ouvre ces jours-ci.

— **Un Centre Expérimental de l'Eau,** premier établissement d'enseignement supérieur en Creuse, sera prochainement construit à LA SOUTERRAINE.

— **Une Ecole départementale de Musique** a été créée.

— **Le futur Centre Culturel et Artistique d'Aubusson** est à l'étude.

— Notre **accueil touristique** s'améliore (fléchage des circuits, aire d'accueil de Nouhant, aide aux Gîtes ruraux et à la petite hôtellerie).

— Des **efforts de relations publiques** importants sont accomplis par le **Comité Creuse Expansion - Tourisme,** pour faire mieux connaître la Creuse et la présenter à des investisseurs ou clients éventuels.

Tout cela représente, compte tenu de la modicité de nos ressources, un effort sans précédent de notre département. Effort indispensable — car sans infrastructures modernes, il n'est pas de développement possible — mais dont nous savons bien qu'il ne peut suffire à lui seul à enrayer le dépérissement dont nous souffrons.

Nous butons, à cet égard, sur deux obstacles essentiels : la crise et l'**inefficacité de la politique actuelle d'aménagement du territoire.**

Chaque création d'emploi dans la capitale ou sa banlieue coûte deux à trois fois plus cher qu'en province. Néanmoins, l'écart s'accroît entre régions riches et régions pauvres, au point que la Délégation Nationale à l'Aménagement du Territoire redoute que les deux tiers de la population soient concentrés sur un quart du territoire en l'an 2000, le reste (dont nous sommes) se trouvant ainsi voué au désert.

Il faut résolument renverser cette tendance. Le combat pour la survie de la Creuse est, à cet égard, étroitement dépendant du résultat des élections législatives.

***

Le bilan catastrophique de la Droite

Sous les deux gouvernements CHIRAC et BARRE, **les prix ont augmenté de 63 %, le chômage de 185 %, le déficit extérieur de 37 milliards, le déficit budgétaire de plus de 65 milliards, l'endettement extérieur de la France de plus de 100 milliards. Le Franc ne cesse de se dévaluer. Le nombre des faillites s'accroît.**

Les réformes promises (réduction des inégalités, réforme de la fiscalité, des Collectivités locales, de l'aménagement du territoire, de l'entreprise, des circuits de distribution, etc...) sont constamment remises. On en parle à la télévision; on constitue un groupe de travail, on désigne un rapporteur... et puis, plus rien !

Les tares dont souffre notre Société s'aggravent : inégalités **de ressources** (de 1 à 105 après impôts), **de fortunes** (4,5 % des ménages possèdent 50 % du patrimoine), injustice **fiscale** (en 15 ans, l'impôt sur les sociétés a progressé deux fois moins vite que l'impôt sur les revenus), injustice **sociale** (les différences sont sensibles d'un régime d'assurance maladie à l'autre et considérables entre les retraites), inégalités **entre les régions.**

Pour sortir de la crise, du chômage, de l'injustice, que propose la Droite ? rien d'autre que ce qu'elle a déjà fait, dont l'échec est évident.

Aussi, malgré la propagande d'une télévision très orientée, malgré le chantage à la peur du lendemain, vous êtes sans cesse plus nombreux à constater la nocivité de la politique actuelle, l'usure des équipes au pouvoir et l'impérieuse nécessité de changements profonds.

Les propositions socialistes

En voici l'essentiel :

1° **Créer des emplois** publics et privés notamment **en abaissant l'âge du droit à la retraite** (60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes), **en relançant la consommation populaire par une série de mesures améliorant le sort des plus défavorisés** (SMIC à 2 400 F, relèvement des allocations familiales de 50 % en un an, relèvement à 1 300 F par mois du minimum vieillesse et de l'allocation aux handicapés adultes).

2° **Rendre à la Nation la maîtrise de sa politique industrielle,** par la nationalisation du crédit et des neuf grands groupes, une planification démocratiquement élaborée, une aide subtantielle aux P.M.E., (notamment, réforme de l'assiette des cotisations sociales pour soulager les industries de main d'œuvre, l'artisanat et le petit commerce).

3° **Réformer la fiscalité :** impôt sur les fortunes de plus de 200 millions d'anciens francs et sur l'actif net des sociétés.

4° **Réformer la Sécurité Sociale :** remboursement effectif à 80 % et 100 % des dépenses de maladie. Harmonisation puis unification des divers régimes.

5° **Démocratiser l'économie,** en accroissant les droits des travailleurs dans les entreprises.

6° **Assurer aux agriculteurs la sécurité du lendemain** en organisant **un véritable office de la viande et du lait,** des **prix garantis et indexés,** en exigeant de l'Europe verte une nouvelle hiérarchie des prix conforme à la réalité des besoins, en garantissant un revenu minimum aux agriculteurs des régions déshéritées.

7° **Aménager réellement le territoire** par une action volontaire de développement des régions déprimées du Centre et de l'Ouest; par la fixation de critères d'implantation industrielle aux grandes entreprises; par la mise à la charge des entreprises des coûts sociaux considérables qu'entraîne, pour la collectivité, leur concentration dans les régions à forte population.

8° **Décentraliser l'Etat** en conférant aux communes, départements, régions, une réelle autonomie de gestion et les moyens de l'exercer : désignation démocratique de leur exécutif; remboursement de la T.V.A.; augmentation de 19 à 30 % de leur part dans les ressources fiscales de la Nation.

Les Collectivités locales doivent devenir un des échelons indispensables de l'**autogestion** que les Socialistes entendent développer.

***

Le changement est possible

Seule, la Gauche est en mesure de l'apporter.

Qui oserait faire manquer cette chance, prolonger l'angoisse des jeunes sans emploi, des familles dans la gêne, des vieillards démunis ?

A vous tous, Electrices et Electeurs de notre pays, le Parti Socialiste s'adresse solennellement. Il vous dit :

— Le Programme Commun de la Gauche existe. Il n'a pas encore été appliqué : appliquons-le : tout le Programme Commun, rien que le Programme Commun, ainsi qu'il avait été convenu en 1972. Un parti responsable ne promet que ce qu'il peut tenir.

— Pour le second tour, discipline républicaine : le désistement sans condition pour le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour.

Le Parti Socialiste n'a, pour sa part, jamais mis de conditions à l'application de cette règle, même lorsque il n'était pas le parti le plus important de la Gauche.

Comment un parti de Gauche pourrait-il jouer le sort des travailleurs sur 1 ou 2 % de voix en plus ou en moins pour lui-même ?

— Après la victoire, Gouvernement d'union de toute la Gauche.

Le Parti Socialiste est prêt, quant à lui, à assumer ses responsabilités. Il a fait la preuve de sa capacité à gouverner : personne n'a oublié qu'en 1936, le Gouvernement **Léon BLUM** a, en quelques semaines, réalisé des réformes sociales considérables.

Tout se jouera le 12 mars. Si, comme il est dès maintenant permis de le penser, le succès du Parti Socialiste est éclatant au premier tour, alors le mouvement sera irrésistible. Alors, la Gauche gagnera le deuxième tour. Alors, enfin, le changement sera possible!

Ce n'est pas « au coup suivant », dans cinq ans ou plus tard, c'est maintenant qu'il doit se réaliser. Cela dépend de vous.

Remplaçant éventuel :

Docteur William CHERVY

Médecin

Conseiller général

Adjoint au Maire de Saint-Vaury

André CHANDERNAGOR

Député sortant

Président du Conseil Général de la Creuse

Président du Conseil Régional du Limousin

CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE

LES PRESSES DU MASSIF CENTRAL, GUÉRET